

N° 52

# JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE VENDREDI 16 MARS 1973

Onze heures du matin

## PRIÈRE

M. Marchand (Langelier), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, d'un rapport présenté à la Commission canadienne des transports en octobre 1972, sur les conséquences pour la navigation canadienne des Grands Lacs de l'octroi de subventions d'exploitation aux navires américains pratiquant le commerce canado-américain de vrac sur les Grands Lacs. (Document parlementaire n° 291-4/52).

M. Watson au nom de M. Basford, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, d'un spécimen de lettre adressée par le ministre d'État chargé des Affaires urbaines aux ministres provinciaux de Logement ou des Affaires municipales, selon le cas, proposant un gel des loyers des ensembles de logements publics pour les personnes âgées. (Document parlementaire n° 291-5/35).

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Basford, appuyé par M. Lang.—Que le Bill C-133, Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Le débat se poursuit;

(A quatre heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Avis de motions)

Du consentement unanime, les articles 5 à 8 inclusivement sont réservés et conservent leur rang.

M. O'Sullivan, appuyé par M. Bell, propose.—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait mener une enquête publique complète sur le projet d'agrandissement de l'aéroport de Mount Hope et qu'il faudrait immédiatement étudier la possibilité de choisir d'autres emplacements pour ce projet.—(Avis de motion n° 9).

Il s'élève un débat;

M. Howard appuyé par M. Broadbent, propose.—Que la Chambre aborde maintenant une autre question, savoir:

L'avis de motion n° 49 inscrit au nom de l'honorable député des territoires du Nord-Ouest, laquelle motion a trait à l'institution d'un comité spécial en vue d'enquêter sur tous les aspects des droits des aborigènes.